

Offre de stages

Bureau international des droits des enfants (IBCR)

2 postes

pour stages débutant en Janvier / février 2010

Date-limite pour postuler:

7 octobre 2009

L'organisation

Organisation internationale non gouvernementale dont le conseil d'administration est composé d'experts du Canada et de l'étranger, le Bureau a pour mission de contribuer à la protection et à la promotion des droits de l'enfant à l'échelle internationale.

Pour en savoir plus : <http://www.ibcr.org>

Objet du stage

Vous intégrerez l'équipe de chercheurs de l'IBCR, juristes, étudiants et bénévoles dans le cadre de la mise en œuvre de sa programmation de 2009-2010, notamment en contribuant à des recherches, des travaux de synthèse et de rédaction sur l'élaboration de profils nationaux concernant la mise en œuvre de la *Convention relative aux droits de l'enfant* et/ou sur la traite d'enfants et/ou sur la

protection des enfants victimes et témoins d'actes criminels et/ou sur la lutte au tourisme sexuel et/ou sur la protection des enfants en situation de conflits armés et/ou sur la recherche de financement. Pour plus d'informations, voir notes explicatives ci-dessous.

Axé sur la recherche, ce stage comporte également la réalisation de tâches administratives, la participation aux réunions d'équipe ainsi que la collaboration sporadique dans le cadre d'autres projets.

Dates et durée

Les stages, qui débutent **en cours d'hiver 2010 (postes ouverts à compter de janvier et de février 2010)**, se déroulent sur une période minimale de 12 semaines à raison de 4 à 5 jours par semaine. Le stage est non rémunéré ; toutefois, une contribution forfaitaire pour vos frais de transport public et de repas du midi vous est offerte.

Exigences

- Concentration dans un des domaines suivants : droit, droit international, relations internationales, sciences humaines, sciences politiques, sociologie, criminologie, victimologie, études africaines, autres domaines liés (une préférence sera accordée aux candidats inscrits aux études supérieures et dont le stage peut être crédité) ;
- Autonomie et débrouillardise ;
- Aisance au travail d'équipe et à travailler sous pression ;
- Excellente aptitude à rédiger en anglais (certains postes) ou alors en français (autres postes);
- Une familiarité avec le sujet (droits de la personne / de l'enfant), une expérience terrain ou alors une expérience de travail pertinente serait un atout.

Critères d'évaluation des dossiers

- Qualité du dossier académique, incluant les cours universitaires complétés et recherches réalisées en lien avec les sujets sous étude au Bureau;
- Qualité de la lettre d'intention, évaluée selon l'expression écrite et les sujets abordés dans la lettre : intérêt et importance du stage dans le cheminement de l'étudiant(e), expérience antérieure, connaissances ou compétences pertinentes pour le stage;
- Dynamique de la relation établie lors d'une brève entrevue pré-sélection.

Date-limite pour postuler:

7 octobre 2009

(les candidatures soumises après ces dates pourraient être considérées)

Comment postuler

Les dossiers de candidature incluent :

- une lettre de motivation;
- un curriculum vitae (incluant une section « références »);
- un relevé de notes (version électronique de préférence).

Faire parvenir à : Luc Ouimet ou à : l.ouimet@ibcr.org
Directeur administratif
IBCR
2715 chemin de la Côte Ste-Catherine
Montréal, Québec H3T 1B6

Les étudiants pouvant faire créditer ce stage auront préséance.

Offre diffusée en septembre 2009

*
* *
*



Profils nationaux sur l'état de la mise en œuvre des droits de l'enfant

Le programme des profils nationaux traitant de l'état de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) est l'une des activités fondamentales de l'IBCR. Il consiste à analyser et produire des compte-rendu de l'application de la CDE et de ses protocoles facultatifs, afin de détecter en particulier les défis et lacunes existants, de souligner les progrès accomplis et d'identifier les bonnes pratiques qui sont élaborées dans le domaine des droits de l'enfant par les États-parties. De plus, il permet une analyse comparative et une connaissance renforcée de la situation des droits de l'enfant à des niveaux à la fois nationaux et régionaux, en mettant en valeur les accomplissements, les variations et les défis communs à l'ensemble régional. L'objectif global est de combler les disparités en organisant un suivi des droits de l'enfant aux niveaux nationaux et régionaux, et de faciliter la réalisation de la CDE et de ses protocoles facultatifs en fournissant aux États-parties des bonnes pratiques internationalement reconnues qu'ils pourraient mettre en application dans leurs pays respectifs. La connaissance acquise sert de base à l'établissement de capacités locales, nationales et régionales d'acteurs impliqués dans la promotion et la protection des droits de l'enfant au travers de formations et d'ateliers régionaux.

L'IBCR a développé son expertise dans ce type d'analyse des droits de l'enfant par le biais de son premier rapport régional en Asie du Sud-est : « Making Children's Rights Work: Country Profiles on Cambodia, Indonesia, Sri Lanka, Timor Leste and Viet Nam » (2006) et son second rapport intitulé : « Making children's Rights Work in North Africa: Country Profiles on Algeria, Egypt, Libya, Morocco and Tunisia » (2007). En janvier 2009, l'IBCR a complété une nouvelle série de rapports intitulé « Faire des droits de l'enfant une réalité dans la région des Grands Lacs africains : Profils nationaux du Burundi, du Congo, de la République démocratique du Congo et du Rwanda ».

Stage sur les profils nationaux concernant la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

L'IBCR s'est récemment allié avec l'ONG Save the Children Suède dans un projet ambitieux couvrant 17 pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour poursuivre ce travail d'analyse tout en développant des activités de plaidoyer, de mise en réseau et d'intégration des droits de l'enfant à long terme. Fort de cette expérience et des leçons tirées des projets mis en œuvre en Asie du Sud-est et plus récemment en Afrique du Nord et dans les Grands Lacs africains, IBCR veut à présent renforcer les capacités d'acteurs locaux et régionaux dans la région MENA en partageant son savoir-faire et son expérience en termes de surveillance et de suivi de la mise en œuvre de la CDE et de ses Protocoles

facultatifs. La participation et la contribution des enfants aux diverses activités sera une composante-clé de ce projet.

Les stagiaires seront invités à contribuer au développement du programme en appuyant la Chargée de projet pour la région MENA et le Directeur des Programmes via une combinaison de tâches à la fois routinières et stimulantes. Les responsabilités incluent notamment (sans être limitées à cette liste) des recherches sur des données, des informations contextuelles et les normes et traités internationaux pertinents à l'expérience des pays étudiés en ce qui a trait à la promotion et à la protection des droits de l'enfant, l'élaboration de propositions de recherches, le résumé et la révision du matériel de recherche, le développement d'outils, de matériel de formation et de guides méthodologiques, et la liaison avec les partenaires locaux, régionaux et internationaux. Les stagiaires auront aussi comme responsabilité plusieurs tâches administratives et logistiques comme l'organisation de missions sur le terrain, de rencontres et d'ateliers, ainsi que la mise sur pied de diverses listes de contacts, de bases de données et d'outils de référence. Une excellente maîtrise de la langue anglaise autant au niveau écrit qu'oral est essentiel. Étant donné la spécificité de la région concernée pour les prochaines années, une bonne connaissance de la langue arabe est fortement conseillée. La maîtrise du français est également un atout considérable.

Stage sur les enfants dans les conflits armés

Parallèlement, depuis septembre 2007, l'IBCR assume le rôle de coordination du Forum sur les enfants dans les conflits armés, un groupe de travail opérant sous l'égide du réseau Paix Durable Canada. Le Forum a pour objectif de promouvoir des politiques et des programmes qui font des droits des enfants dans les conflits armés une réalité. Grâce à ce rôle de coordination et par les nombreux projets qui en découlent, l'IBCR effectue des recherches et travaille en partenariat, tout en sollicitant l'appui et le consensus parmi les 150 membres du Forum sur les défis rencontrés par les enfants dans les conflits armés. Le ou la stagiaire sur les enfants dans les conflits armés aura donc pour rôle de contribuer à ce projet, en assistant la Chargée de projets sur les enfants et les conflits armés et le Directeur des programmes dans leur rôle de coordination du Forum sur les enfants dans les conflits armés. Les travaux confiés aux stagiaires incluent la recherche de diverses thématiques relatives à l'implication des enfants dans les conflits armés, et ce, dans plusieurs pays selon les priorités des membres du Forum et les situations de conflits émergentes. Le ou la stagiaire sera en charge du bulletin d'information mensuel sur les enfants dans les conflits armés. Le ou la stagiaire sera également appelé à contribuer à la logistique reliée à l'organisation de missions, de conférences et de rencontres des membres du Forum sur les enfants dans les conflits armés, au développement de propositions de financement, à l'organisation de données, à la création de matériel de référence, à la traduction de divers documents et à d'autres tâches administratives. La maîtrise de la langue anglaise est requise et la maîtrise du français est un atout considérable.



La traite d'enfants au Canada : évaluation et élaboration d'une stratégie d'intervention

La traite d'enfants, principalement pour des motifs d'exploitation sexuelle, est une forme moderne d'esclavage qui est en pleine expansion à l'échelle internationale. Par ailleurs, la traite d'enfants est un phénomène croissant. Or, la traite étant un commerce à la fois illégal et clandestin, il existe très peu de données sur le sujet. Pour pallier ce manque, l'IBCR a publié en 2004 une étude préliminaire pour le compte du Ministère de la Justice du Canada sur la traite d'enfants au Canada. Cette étude a permis de mettre en évidence les obstacles rencontrés par les professionnels œuvrant auprès des enfants vulnérables : difficulté à reconnaître ces enfants, ignorance de leurs droits, traitement inadéquat.

Constatant le besoin d'obtenir plus d'informations précises sur la traite d'enfants l'IBCR a entrepris en 2006 et 2007, pour le compte du ministère de la Sécurité publique du Canada, l'élaboration d'une Stratégie d'action en matière de protection des droits des enfants victimes de la traite au Québec. Une recherche plus approfondie sur la traite d'enfants au Québec, visant à améliorer l'efficacité des pratiques d'intervention en contribuant au développement du savoir professionnel, a été réalisée et publiée sous forme de rapport de recherche en février 2007. Par la suite, des recommandations en matière de lutte contre la traite d'enfants au Québec ont été émises..

Fort des résultats obtenus et de l'appui de Condition féminine Canada, l'IBCR développe actuellement une formation sur la traite d'enfants destinée aux intervenants communautaires. Par cette initiative, l'IBCR va concevoir une formation sur la traite des enfants destinée aux intervenants d'organismes communautaires qui travaillent auprès des jeunes filles à risque ou qui sont victimes d'exploitation sexuelle. Il s'agira ainsi de leur fournir des outils de travail concrets et pertinents, afin de leur permettre de mieux faire face au problème de la traite, et d'intervenir plus rapidement et efficacement.

Les enfants victimes et témoins d'actes criminels : mise en œuvre des nouvelles Lignes directrices des Nations Unies



Des millions d'enfants sont victimes et témoins d'actes criminels : les conflits armés, les actes de violence et de cruauté ainsi que les pertes de parents et amis. Ils peuvent souffrir de traumatismes liés à ces actes. Ces enfants sont vulnérables et requièrent une protection particulière. Il est important que des mesures spéciales soient prises et des structures nationales appropriées soient mises en place pour assurer leur réhabilitation psychosociale et leur réinsertion dans une communauté. Dans ce contexte, la contribution de l'IBCR s'est manifestée notamment par l'élaboration des *Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels*, en réponse au besoin d'assistance exprimé par les pouvoirs publics et les professionnels. Depuis leur finalisation en 2003, les lignes directrices élaborées par le Bureau ont été traduites en sept langues dont une version adaptée aux enfants et publiées dans plusieurs pays. Un CD-ROM incluant les Lignes directrices dans les six langues officielles de l'ONU (tant la version officielle que celle adaptée aux enfants qui est actuellement en préparation par UNICEF) a été publié.

Un nouveau pas important vers l'amélioration du sort des enfants dans le monde a été franchi en 2005 avec l'adoption des *Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels* par l'ECOSOC des Nations Unies.

Ces lignes directrices des Nations Unies ont été finalisées par un groupe intergouvernemental d'experts convoqués par le Secrétaire Général de l'ONU et réunit à Vienne en mars 2005 grâce au support financier du gouvernement du Canada. Elles fournissent un cadre pratique visant à assurer un traitement juste et digne aux enfants victimes ou témoins d'actes criminels lorsque ceux-ci sont impliqués dans un processus de justice pénale.

L'adoption des Lignes directrices survient à un moment crucial. Plus que jamais, les droits des enfants sont violés et ceux-ci sont victimes de la traite, de l'exploitation sexuelle ou de leur enrôlement dans des conflits armés.

Un plan d'action a été élaboré par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en étroite collaboration avec UNICEF et le Bureau dans le but de faciliter la mise en œuvre des lignes directrices. Ce plan comporte notamment une loi modèle, un guide de mise en œuvre des lignes directrices et des modules de formation interactifs à l'intention des professionnels. De plus, il est prévu d'organiser des séminaires de formation au niveau régional. L'évaluation des besoins en matière d'assistance technique au niveau national dans le domaine de la réforme législative et la mise en place d'institutions adéquates pour répondre aux besoins des enfants victimes et témoins d'actes criminels sera d'une importance cruciale.

Le tourisme sexuel impliquant des enfants



Ce nouveau projet, inclus dans le programme de lutte contre l'exploitation des enfants à des fins commerciales comporte trois objectifs principaux. Le but premier est de travailler à la prévention du tourisme sexuel impliquant des enfants. Le second est d'agir pour assurer la protection de ceux qui en sont victimes. Le troisième objectif est d'augmenter la poursuite des agresseurs détenant la citoyenneté canadienne. À la lumière de ces objectifs, trois différentes phases ont été identifiées. La première inclut une analyse de la situation, dont l'impact des lois, l'identification des acteurs principaux concernés et, les bonnes pratiques et initiatives en la matière. Le cadre géographique de notre action prévoit de se concentrer sur les trois destinations populaires pour les voyageurs Canadiens : Cuba, le Mexique et la République Dominicaine. L'analyse permettra de faire un constat de la situation actuelle et d'élaborer des recommandations à l'intention des acteurs concernés. La seconde phase comporte l'organisation d'un forum réunissant des acteurs-clés des Amériques afin qu'ils puissent partager les connaissances, l'expertise et les bonnes pratiques avec les responsables canadiens. Enfin, la dernière phase prévue consiste à identifier les partenaires du secteur privé dont l'industrie du voyage et du tourisme et de les inviter à poser des gestes concrets, tel que signer et mettre en œuvre le *Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie du voyage*.



Recherche de financement

Afin de poursuivre ses activités et réaliser sa mission, les besoins financiers du Bureau sont croissants et pressants. Nous recherchons donc le soutien financier de fondations, d'entreprises, de gouvernements et d'autres bailleurs de fonds.

Aussi apprécierions-nous obtenir la collaboration d'étudiants stagiaires universitaires pour nous assister dans les activités de levée de fonds suivantes:

- *identification de bailleurs de fonds potentiels incluant:*
 - *fondations, corporations, agences gouvernementales...*
 - *national et international...*
 - *meilleurs moteurs de recherche...;*
- *préparation de demandes d'assistance financière :*
- *sessions remue-méninge:*
 - *campagne grand public*
 - *événements spéciaux*
- *constitution d'un Comité de levée de fonds de haut niveau*